

Certains équipements techniques peuvent faire parti de l'installation-même. Dans ce cas, il doit pouvoir être démontré que cet équipement est aussi efficace que l'équipement séparé et qu'il est en bon état.

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 décembre 2006 en matière des entreprises frigorifiques. Bruxelles, le 8 décembre 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,
K. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 772

[2007/200440]

15 DECEMBRE 2006. — Décret modifiant les dispositions applicables au congé politique des membres du personnel enseignant et assimilé

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 41 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, l'alinéa 2 est complété par les termes « n'étant pas membre de la députation permanente ».

Art. 2. A l'article 44 du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, 1^o, a), les termes « de 30.001 à 50.000 » sont remplacés par les termes « de 20.001 à 30.000 »;

2° A l'alinéa 2, 1^o, b), les termes « de 50.001 à 80.000 » sont remplacés par les termes « de 30.001 à 50.000 »;

3° A l'alinéa 2, 2^o, a), les termes « de 50.001 à 80.000 » sont remplacés par les termes « de 30.001 à 50.000 »;

4° A l'alinéa 2, 2^o, b), les termes « de 80.001 à 130.000 » sont remplacés par les termes « de 50.001 à 80.000 »;

5° Au dernier alinéa, les termes « 80.000 » et « 130.000 » sont respectivement remplacés par les termes « 50.000 » et « 80.000 » et les termes « ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial » sont insérés entre les termes « habitants » et les termes « est mis en congé ».

Art. 3. A l'article 46, alinéa 1^{er} du même arrêté, insérer les termes « ou à la totalité » après les termes « à la moitié ».

Art. 4. Dans l'article 38 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, l'alinéa 2 est complété par les termes « n'étant pas membre de la députation permanente ».

Art. 5. A l'article 41 du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, 1^o, a), les termes « de 30.001 à 50.000 » sont remplacés par les termes « de 20.001 à 30.000 »;

2° A l'alinéa 2, 1^o, b), les termes « de 50.001 à 80.000 » sont remplacés par les termes « de 30.001 à 50.000 »;

3° A l'alinéa 2, 2^o, a), les termes « de 50.001 à 80.000 » sont remplacés par les termes « de 30.001 à 50.000 »;

4° A l'alinéa 2, 2^o, b), les termes « de 80.001 à 130.000 » sont remplacés par les termes « de 50.001 à 80.000 »;

5° Au dernier alinéa, les termes « 80.000 » et « 130.000 » sont respectivement remplacés par les termes « 50.000 » et « 80.000 » et les termes « ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial » sont insérés entre les termes « habitants » et les termes « est mis en congé ».

Art. 6. A l'article 43 du même arrêté, insérer les termes « ou à la totalité » après les termes « à la moitié ».

Art. 7. Dans l'article 29 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, l'alinéa 2 est complété par les termes « n'étant pas membre de la députation permanente ».

Art. 8. A l'article 32 du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, 1^o, a), les termes « de 30.001 à 50.000 » sont remplacés par les termes « de 20.001 à 30.000 »;

2° A l'alinéa 2, 1^o, b), les termes « de 50.001 à 80.000 » sont remplacés par les termes « de 30.001 à 50.000 »;

3° A l'alinéa 2, 2^o, a), les termes « de 50.001 à 80.000 » sont remplacés par les termes « de 30.001 à 50.000 »;

4° A l'alinéa 2, 2^o, b), les termes « de 80.001 à 130.000 » sont remplacés par les termes « de 50.001 à 80.000 »;

5° Au dernier alinéa, les termes « 80.000 » et « 130.000 » sont respectivement remplacés par les termes « 50.000 » et « 80.000 » et les termes « ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial » sont insérés entre les termes « habitants » et les termes « est mis en congé ».

Art. 9. A l'article 34 du même arrêté, insérer les termes « ou à la totalité » après les termes « à la moitié ».

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 décembre 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————
Note

Session 2006-2007

Documents du Conseil. Proposition de décret, n° 306-1. — Amendements de commission, n° 306-2. — Rapport, n° 306-3.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion et adoption. Séance du 13 décembre 2006.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 772

[2007/200440]

15 DECEMBER 2006. — Decreet houdende wijziging van de bepalingen van toepassing op het politiek verlot van het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 41 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, wordt het 2e lid aangevuld met de woorden "dat geen lid is van de bestendige deputatie".

Art. 2. In artikel 44 van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 2e lid, 1°, a), worden de woorden « van 30.001 tot 50.000 » vervangen door de woorden « van 20.001 tot 30.000 »;

2° In het 2e lid, 1°, b), worden de woorden « van 50.001 tot 80.000 » vervangen door de woorden « van 30.001 tot 50.000 »;

3° In het 2e lid, 2°, a), worden de woorden « van 50.001 tot 80.000 » vervangen door de woorden « van 30.001 tot 50.000 »;

4° In het 2e lid, 2°, b), worden de woorden « van 80.001 tot 130.000 » vervangen door de woorden « van 50.001 tot 80.000 »;

5° In het laatste lid, worden de woorden « 80.000 » en « 130.000 » respectievelijk vervangen door de woorden « 50.000 » en « 80.000 » en de woorden « of lid van de bestendige deputatie van een provinciaal comité » ingevoegd tussen « inwoners » en « , wordt ».

Art. 3. In artikel 46, 1ste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden « of het geheel » toegevoegd na de woorden « tot de helft ».

Art. 4. In artikel 38 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, wordt het 2e lid aangevuld met de woorden « dat geen lid is van de bestendige deputatie ».

Art. 5. In artikel 41 van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 2e lid, 1°, a), worden de woorden « van 30.001 tot 50.000 » vervangen door de woorden « van 20.001 tot 30.000 »;

2° In het 2e lid, 1°, b), worden de woorden « van 50.001 tot 80.000 » vervangen door de woorden « van 30.001 tot 50.000 »;

3° In het 2e lid, 2°, a), worden de woorden « van 50.001 tot 80.000 » vervangen door de woorden « van 30.001 tot 50.000 »;

4° In het 2e lid, 2°, b), worden de woorden « van 80.001 tot 130.000 » vervangen door de woorden « van 50.001 tot 80.000 »;

5° In het laatste lid, worden de woorden « 80.000 » en « 130.000 » respectievelijk vervangen door de woorden « 50.000 » en « 80.000 » en de woorden « of lid van de bestendige deputatie van een provinciaal comité » ingevoegd tussen « inwoners » en « , wordt ».

Art. 6. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de woorden « of het geheel » toegevoegd na de woorden « tot de helft ».

Art. 7. In artikel 29 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van voormeld koninklijk besluit d.d. 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, wordt het 2de lid aangevuld met de woorden « dat geen lid is van de bestendige deputatie ».

Art. 8. In artikel 32 van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 2e lid, 1°, a), worden de woorden « van 30.001 tot 50.000 » vervangen door de woorden « van 20.001 tot 30.000 »;

2° In het 2e lid, 1°, b), worden de woorden « van 50.001 tot 80.000 » vervangen door de woorden « van 30.001 tot 50.000 »;

3° In het 2e lid, 2°, a), worden de woorden « van 50.001 tot 80.000 » vervangen door de woorden « van 30.001 tot 50.000 »;

4° In het 2e lid, 2°, b), worden de woorden « van 80.001 tot 130.000 » vervangen door de woorden « van 50.001 tot 80.000 »;

5° In het laatste lid, worden de woorden « 80.000 » en « 130.000 » respectievelijk vervangen door de woorden « 50.000 » en « 80.000 » en de woorden « of lid van de bestendige deputatie van een provinciaal comité » ingevoegd tussen « inwoners » en « , wordt ».

Art. 9. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de woorden « of het geheel » toegevoegd na de woorden « tot de helft ».

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 december 2006.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA.

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET.

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN.

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS.

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN.

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

—
Nota

Zitting 2006-2007

Stukken van de Raad — Decreetontwerp nr. 306-1 — Commissieamendementen, nr. 306-2 — Verslag nr. 306-3.
Integraal verslag — Bespreking en aanneming — Vergadering van 13 december 2006.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 773

[2007/200421]

8 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la Lecture

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la Lecture, notamment l'article 8, remplacé par le décret du 19 juillet 1991 et modifié par le décret du 17 décembre 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la Lecture, notamment l'article 44;

Vu l'avis n° 34 du Conseil supérieur des Bibliothèques publiques rendu le 13 septembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 octobre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 2006;